

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", goedgekeurd bij het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 30 maart 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 maart 2024;

Gelet op het rapport van 21 april 2023 opgesteld overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 857 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 14 december 2023;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 8 januari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.302/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 9 januari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand aan personeelsleden en de vergoeding van schade aan hun eigendom, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2019, worden de woorden "op de personeelsleden van Wallonie-Bruxelles International," ingevoegd tussen de woorden "toepasselijk gemaakt wordt," en "op de provinciegouverneurs".

Art. 2. De Minister van Internationale Betrekkingen en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006926]

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux incitants visant le soutien des entreprises wallonnes aux milieux d'accueil de la petite enfance en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E" ;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, les articles 11 à 14 ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, tel que modifié, les articles 57 à 62 ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2024, l'article 249 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu le rapport du 15 janvier 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 2024 ;

Vu l'avis standard n°65/2023 du 24 mars 2023 de l'Autorité de protection des données, auquel l'Autorité renvoie par décision du 22 mars 2024 dans le dossier CO-A-2024-071 cm ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.658/2;

Vu la décision de la section de législation du 16 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

Considérant l'enjeu sociétal majeur que présente l'accueil de la petite enfance en Wallonie ;

Considérant les fermetures des milieux d'accueil non subventionnés ou bénéficiant du seul subside de base, s'expliquant par des fins d'activités en raison de la pandémie, de la crise énergétique, de l'inflation alimentaire et de l'indexation des salaires qui ont mis à mal l'équilibre financier de ces milieux d'accueil ;

Considérant que le phénomène de fermeture des milieux d'accueil non subventionnés ou bénéficiant du seul subside de base entraîne des conséquences préjudiciables sur le marché du travail et pour les entreprises en Wallonie ;

Considérant les bénéfices socio-économiques pour les entreprises d'investir dans la politique de l'accueil de la petite enfance, que sont une reprise du travail plus rapide du personnel après une naissance, une fidélisation du personnel en place et l'assurance d'un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle pour les travailleurs ;

Considérant un budget disponible de 640.000 euros maximum pour l'année 2024 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions ;

2° l'entreprise : la micro, petite ou la moyenne entreprise visée au sens :

a) des articles 2 et 3 de l'annexe 1^{re} du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

b) de l'article I.1, alinéa 1^{er}, 1°, a) ou b), du Code de droit économique à l'exception des associations et fondations telles que définies dans le Code des sociétés et des associations.

3° le membre du personnel : la personne salariée dans le cadre d'un contrat de travail avec l'entreprise visée au 2°;

4° le milieu d'accueil : toute personne physique ou morale autorisée par l'ONE pour la gestion d'une crèche non subventionnée par l'ONE ou bénéficiant du seul subside de base au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

5° la place d'accueil : toute place préalablement vacante dans un milieu d'accueil se trouvant dans les limites de la capacité déjà autorisée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

6° la convention de partenariat : la convention conclue entre le milieu d'accueil et l'entreprise, qui définit les modalités d'occupation, selon une priorité d'inscription, par le membre du personnel de la place d'accueil ;

7° le contrat d'accueil : contrat visé par l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

8° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie Emploi Recherche, Direction de la Promotion de l'Emploi du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle ;

9° l'O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

10° le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 : le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté vise à octroyer, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une prime d'un montant forfaitaire de 4.000 euros aux entreprises, qui ont payé la somme de 8.000 euros par intervention au milieu d'accueil, pour participer au financement du maintien de places d'accueil au sein du milieu d'accueil, des frais de fonctionnement et d'une priorisation d'accès au profit des enfants des membres du personnel des entreprises bénéficiaires de la prime.

Les entreprises qui exercent une activité de milieu d'accueil ne peuvent pas demander le bénéfice de la prime pour une intervention dans leur propre entreprise.

§ 2. L'intervention au milieu d'accueil, situé en Région wallonne, garantit, selon les modalités prévues par une convention de partenariat, une priorité à l'inscription au profit d'un enfant d'un membre du personnel de l'entreprise pendant deux ans et neuf mois à dater de la signature de la convention de partenariat.

La convention de partenariat et l'intervention visées à l'alinéa 1^{er} sont valables uniquement dans le cadre du présent arrêté.

§ 3. Les demandes de prime sont traitées par ordre chronologique de leur introduction auprès de l'Administration.

Art. 3. Pour bénéficier de l'octroi d'une prime d'un montant forfaitaire de 4.000 EUR, l'entreprise répond aux conditions suivantes, elle :

1° est une entreprise au sens du présent arrêté ;

2° a une unité d'établissement située en Région wallonne ;

3° a un numéro O.N.S.S. actif ;

4° est en règle avec les législations et réglementations fiscales et sociales ;

5° verse la somme de 8.000 euros par intervention au milieu d'accueil situé en Région wallonne.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, cette intervention garantira, selon les modalités prévues par une convention de partenariat, une priorité à l'inscription au profit d'un enfant d'un membre du personnel de l'entreprise pendant deux ans et neuf mois à dater de la signature de la convention de partenariat.

Art. 4. Le nombre d'intervention financière est limité à maximum :

- 1° deux pour les micro-entreprises ;
- 2° six pour les petites entreprises ;
- 3° quinze pour les moyennes entreprises.

Art. 5. L'entreprise introduit la demande de prime auprès de l'Administration au plus tard le 31 octobre 2024, par voie électronique.

La demande de prime comporte les informations et documents suivants :

- 1° les coordonnées de contact de l'entreprise ;
- 2° les coordonnées de contact du milieu d'accueil ;
- 3° le numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises de l'entreprise ;
- 4° le numéro de matricule O.N.E. et le numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises du milieu d'accueil ;
- 5° l'adresse de l'unité d'établissement de l'entreprise ;
- 6° l'adresse de l'unité d'établissement du milieu d'accueil ;
- 7° une copie de la convention de partenariat signée, définie à l'article 1^{er}, alinéa 1, 6° ;
- 8° une copie du contrat d'accueil priorisant l'inscription des enfants des membres du personnel de l'entreprise pendant deux ans et neuf mois ;
- 9° une facture, qui atteste de l'engagement de l'entreprise définie à l'article 3, alinéa 1, 5°, émise à partir du 1^{er} janvier 2024 ;
- 10° une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise qui atteste qu'elle est en règle avec les législations et réglementations fiscales et sociales ;
- 11° un test PME dont le modèle et le contenu sont déterminés par l'Administration.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, les demandes sont classées sans suite.

Seul le ministre ou son délégué peut relever l'entreprise de la forclusion si le dépassement de ce délai résulte de circonstances exceptionnelles.

Art. 6. Dans les cinq jours à dater de la réception de la demande, l'Administration envoie à l'entreprise, soit :

- 1° un accusé de réception qui mentionne que le dossier est complet ;
- 2° un avis qui invite l'entreprise à compléter le dossier dans les sept jours de la réception de cet avis.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, si le dossier demeure incomplet, la demande est classée sans suite et l'Administration en informe l'entreprise.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque la demande est complète, l'Administration vérifie la recevabilité de celle-ci.

Pour être recevable, la demande répond aux conditions d'octroi visées aux articles 2, § 1^{er}, 3 et 4 et est octroyée dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

En cas d'irrecevabilité, l'Administration en informe l'entreprise et classe la demande sans suite et ce dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande complète.

Lorsque la demande est recevable, l'Administration instruit la demande et transmet au ministre, ou son délégué, une proposition de décision dans les dix jours de la réception de la demande complète à l'Administration.

§ 2. Le ministre, ou son délégué, prend une décision d'octroi ou de refus dans les cinq jours qui suivent la réception de la proposition de décision transmise par l'Administration.

L'Administration notifie la décision d'octroi ou de refus à l'entreprise par voie électronique, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Art. 8. En cas de décision d'octroi, l'Administration liquide la prime en un seul versement.

L'entreprise envoie les documents suivants auprès de l'Administration au plus tard le 29 novembre 2024 :

- 1° la preuve du paiement de la somme de 8.000 euros par intervention par l'entreprise au milieu d'accueil repris dans la convention de partenariat ;
- 2° une déclaration de créance dont le modèle et le contenu sont déterminés par l'Administration.

Passé le délai du 29 novembre 2024, si le dossier demeure incomplet, la demande de liquidation est classée sans suite et l'Administration en informe l'entreprise.

Seul le ministre ou son délégué peut relever l'entreprise de la forclusion si le dépassement de ce délai résulte de circonstances exceptionnelles.

Art. 9. À partir de la date de notification de l'octroi de la prime et jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'échéance des obligations de l'entreprise envers la Région wallonne, l'Administration peut procéder au contrôle du respect par l'entreprise des obligations reprises à l'article 3.

Pour la bonne application du présent article, l'entreprise informe l'administration de toute modification de la convention de partenariat, à savoir la modification de l'identité de l'une des parties prenantes à cette dernière ou la rupture anticipée de celle-ci.

Art. 10. Le contrôle et la surveillance du présent arrêté sont exercés selon les modalités prévues par ou en vertu du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Art. 11. Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés en jours francs.

Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable le plus proche.

Art. 12. Le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche est responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 qui sont nécessaires à l'analyse et au traitement des demandes d'octroi et de versement des primes.

Art. 13. Les catégories de données à caractère personnel relatives à l'octroi d'incitants visant le soutien des entreprises wallonnes aux milieux d'accueil de la petite enfance en Wallonie sont les données d'identification personnelles, dont le numéro d'identification au Registre national, s'il s'agit d'une personne physique inscrite au Registre national ou le numéro d'identification de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit d'une personne physique non inscrite au Registre national ainsi que les données d'identification financière, précisément le numéro de compte bancaire et le relevé d'identité bancaire.

L'entreprise fournit les données visées au Service public de Wallonie Économie, Emploi, Recherche. Celui-ci peut également avoir recours à des sources de données authentiques.

Art. 14. Dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées, les données à caractère personnel pertinentes pour attester du respect des conditions d'octroi sont communiquées aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement conformément au décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Art. 15. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la prime qui incombe aux entreprises et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, et conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, le responsable du traitement visé à l'article 12 conserve les données à caractère personnel visées à l'article 13 pour le contrôle du respect des conditions légales d'octroi et de versement de la prime durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle du terme de la convention de partenariat.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours.

Art. 16. § 1^{er}. Du seul fait de l'introduction de sa demande, l'entreprise autorise les services du Gouvernement à contrôler le respect des conditions de subventionnement.

Le contrôle visé à l'alinéa 1^{er} est réalisé en application du présent arrêté et s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. Sauf en cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles, tout refus de contrôle ou obstacle à celui-ci par l'entreprise entraîne de plein droit une perte de la prime conformément à l'article 61, 5^o, c), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonne.

Si à l'issue des contrôles, il s'avère que des sommes ont été indument versées ou que les conditions imposées par le présent arrêté ne sont pas respectées, le service désigné par le Gouvernement procède au recouvrement de ces sommes, le cas échéant par compensation.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 18. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/006926]

16 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de incentives ter ondersteuning van Waalse ondernemingen voor opvangplaatsen voor baby's en peuters in Wallonië

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2022 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle van het Rekenhof, artikelen 11 tot 14;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, zoals gewijzigd, en in het bijzonder artikelen 57 tot 62;

Gelet op het decreet van 13 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2024, artikel 249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het rapport van 15 januari 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 2024;

Gelet op standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 24 maart 2023, waarnaar de Autoriteit verwijst bij besluit van 22 maart 2024 in het dossier CO-A-2024-071 cm;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 16 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.658/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 16 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders ;

Overwegende dat de opvang van baby's en peuters in Wallonië een uitdaging voor de samenleving vormt ;

Gelet op de sluitingen van niet-gesubsidieerde kinderopvangplaatsen of centra die alleen een basissubsidie ontvangen, vanwege het einde van hun activiteiten als gevolg van de pandemie, de energiecrisis, de voedselinflatie en de loonindexering, die het financiële evenwicht van deze centra hebben ondermijnd;

Overwegende dat het fenomeen van de sluiting van niet-gesubsidieerde opvangplaatsen of opvangplaatsen die enkel de basissubsidie ontvangen, schadelijke gevolgen heeft voor de arbeidsmarkt en voor de ondernemingen in Wallonië ;

Gelet op de sociaaleconomische voordelen voor ondernemingen om te investeren in kinderopvangbeleid, zoals een snellere terugkeer naar het werk na de geboorte, het behouden van bestaand personeel en een beter evenwicht tussen werk en privéleven voor werknemers;

Gelet op een beschikbaar budget van maximaal 640.000 euro voor het jaar 2024;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

2° onderneming: een micro-, kleine of middelgrote onderneming zoals gedefinieerd in :

a) de artikelen 2 en 3 van bijlage 1 bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

b) artikel I.1, lid 1, 1°, *a)* of *b)* van het Wetboek van economisch recht, met uitzondering van verenigingen en stichtingen zoals omschreven in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

3° personeelslid: de loontrekkende die krachtens een arbeidsovereenkomst tewerkgesteld is bij de onderneming bedoeld in 2°;

4° opvangplaats: elke natuurlijke of rechtspersoon, vergund door "ONE" voor het beheer van een niet door "ONE" gesubsidieerde kinderopvangplaats of die enkel de basissubsidie ontvangt in de zin van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

5° opvangplaats: elke eerder vrijgekomen plaats in een opvangmilieu binnen de grenzen van de reeds door het Office de la Naissance et de l'Enfance toegestane capaciteit;

6° de partnerschapsovereenkomst: de overeenkomst tussen het opvangmilieu en de onderneming, die de voorwaarden vastlegt voor de bezetting via inschrijving op prioritaire basis door het personeelslid van de opvangplaats;

7° overeenkomst voor kinderopvang: de overeenkomst bedoeld in artikel 11 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

8° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek, DirectieTewerkstellingsbeoordeling van het Departement Tewerkstelling en Beroepsopleiding;

9° "O.N.E." het "Office de la Naissance et de l'Enfance";

10° Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

Art. 2. § 1. Dit besluit strekt ertoe om, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, een forfaitaire premie van 4 000 euro toe te kennen aan de ondernemingen die een bedrag van 8 000 euro per interventie hebben betaald aan het opvangmilieu, om bij te dragen aan de financiering van het behoud van de kinderopvangplaatsen in het opvangmilieu, de werkingskosten en de prioritaire toegang voor de kinderen van de personeelsleden van de ondernemingen die de premie ontvangen.

De ondernemingen die actief zijn in de kinderopvang kunnen geen aanspraak maken op het voordeel van de premie voor een interventie in hun eigen bedrijf.

§ 2. De interventie in het opvangmilieu gelegen in het Waalse Gewest garandeert volgens de modaliteiten bepaald in een partnerschapsovereenkomst een prioritair inschrijving van een kind van een personeelslid van de onderneming gedurende twee jaar en negen maanden te rekenen van de ondertekening van de partnerschapsovereenkomst.

De partnerschapsovereenkomst en de tussenkomst bedoeld in lid 1 zijn slechts geldig in het kader van dit besluit.

§ 3. Premieaanvragen worden verwerkt in de chronologische volgorde waarin ze bij de administratie zijn ingediend.

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor een forfaitaire premie van 4.000 EUR moet de onderneming aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° een onderneming zijn in de zin van dit besluit;
- 2° een vestigingsseenheid hebben die gelegen is in het Waalse Gewest;
- 3° een actief RSZ-nummer hebben ;
- 4° in orde zijn met de fiscale en sociale wet- en regelgeving;
- 5° de som van 8.000 euro per interventie betalen aan het opvangmilieu gelegen in het Waalse Gewest.

Betreffende lid 1, 5°, garandeert de interventie volgens de modaliteiten bepaald in een partnerschapsovereenkomst een prioritair inschrijving van een kind van een personeelslid van de onderneming gedurende twee jaar en negen maanden te rekenen van de ondertekening van de partnerschapsovereenkomst.

Art. 4. Het aantal financiële interventies wordt beperkt tot maximaal :

- 1° twee voor micro-ondernemingen ;
- 2° zes voor kleine ondernemingen ;
- 3° vijftien voor middelgrote ondernemingen.

Art. 5. De onderneming dient de premieaanvraag uiterlijk op 31 oktober 2024 elektronisch in bij de Administratie.

De premieaanvraag bevat de volgende gegevens en stukken:

- 1° de contactgegevens van de onderneming;
- 2° de contactgegevens van het opvangmilieu;
- 3° het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van bedoelde onderneming;
- 4° het "ONE"-registratienummer en het ondernemingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen van het opvangmilieu;
- 5° het adres van de vestigingsseenheid van de onderneming;
- 6° het adres van de vestigingsseenheid van het opvangmilieu;
- 7° een afschrift van de ondertekende partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 1, eerste lid, 6° ;
- 8° een afschrift van de overeenkomst voor kinderopvang dat voorrang geeft aan de inschrijving van kinderen van personeelsleden van de onderneming gedurende twee jaar en negen maanden;
- 9° een factuur, waaruit de verbintenis van de in artikel 3, eerste lid, 5° bedoelde onderneming blijkt, afgeleverd vanaf 1 januari 2024;
- 10° een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming die aantoont dat ze aan de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen voldoet;
- 11° een KMO-test waarvan het model en de inhoud bepaald worden door de Administratie.

Na de in lid 1 genoemde termijn worden de aanvragen zonder verdere gevolg gesloten.

Enkel de Minister of diens afgevaardigde kan de uitsluiting van de onderneming ongedaan maken als de vertraging het gevolg is van uitzonderlijke omstandigheden.

Art. 6. Binnen de vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag richt de Administratie het volgende aan de onderneming, ofwel :

- 1° een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;
- 2° een bericht waarmee de onderneming verzocht wordt het dossier binnen de zeventien dagen na ontvangst van dat bericht verder aan te vullen.

Als het dossier na afloop van de termijn bedoeld in lid 1, 2°, niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gesloten door de Administratie, die de onderneming daarover inlicht.

Art. 7. § 1. Wanneer de aanvraag volledig is, gaat de administratie na of ze ontvankelijk is.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 2, § 1, 3 en 4 en worden toegekend binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.

Indien de aanvraag niet ontvankelijk is, verwittigt de administratie de onderneming binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst van de volledige aanvraag en geeft zij geen gevolg aan de aanvraag.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt de Administratie de aanvraag en maakt zij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de tien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij de Administratie.

§ 2. De Minister of diens gemachtigde neemt een beslissing tot toekenning of weigering binnen de vijf dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door de Administratie.

De Administratie zal het bedrijf binnen vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing elektronisch op de hoogte brengen van de beslissing om de vergunning toe te kennen of te weigeren.

Art. 8. In het geval van een toekenningsbesluit zal de administratie de premie in één keer uitbetalen.

De onderneming zendt volgende stukken uiterlijk op 29 november 2024 elektronisch naar de Administratie:

1° het bewijs van betaling van het bedrag van 8.000 euro per interventie door onderneming aan het opvangmilieu vermeld in de partnerschapsovereenkomst;

2° een schuldvordering waarvan het model en de inhoud bepaald worden door de Administratie.

Als het dossier na afloop van de termijn van 29 november 2024 nog niet volledig is, wordt de aanvraag tot vereffening zonder gevolg gerangschikt door de Administratie, die de onderneming daarover inlicht.

Enkel de Minister of diens afgevaardigde kan de uitsluiting van de onderneming ongedaan maken als de vertraging het gevolg is van uitzonderlijke omstandigheden.

Art. 9. Vanaf de datum van kennisgeving van de toekenning van de premie en tot 31 december van het jaar volgend op het verstrijken van de verplichtingen van de onderneming ten aanzien van het Waals Gewest, kan de Administratie nagaan of de onderneming de verplichtingen van artikel 3 in acht neemt.

Voor de juiste toepassing van dit artikel moet de onderneming de administratie op de hoogte stellen van elke verandering in de partnerschapsovereenkomst, namelijk een verandering in de identiteit van een van de partijen bij de overeenkomst of een voortijdige beëindiging van de overeenkomst.

Art. 10. De controle en het toezicht op de toepassing van dit besluit wordt uitgeoefend overeenkomstig of krachtens de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

Art. 11. De termijnen in het kader van dit besluit worden in volle dagen berekend.

De dag van de akte, waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend.

De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 12. De Waalse overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 die noodzakelijk zijn voor de analyse en verwerking van aanvragen voor de toekenning en uitbetaling van premies.

Art. 13. De categorieën van persoonsgegevens die verband houden met het toekennen van incentives om Waalse ondernemingen te ondersteunen bij het voorzien van kinderopvang in Wallonië zijn persoonlijke identificatiegegevens, waaronder het identificatienummer in het Rijksregister, indien het gaat om een natuurlijke persoon die is ingeschreven in het Rijksregister, of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, indien de persoon niet is ingeschreven in het Rijksregister, evenals financiële identificatiegegevens, meer bepaald het bankrekeningnummer en het attest identificatie rekening.

Het bedrijf verstrekte gegevens aan de Waalse overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid, Onderzoek. Laatstgenoemde kan ook authentieke gegevensbronnen gebruiken.

Art. 14. Binnen de grenzen van wat noodzakelijk is met betrekking tot de respectieve doeleinden waarvoor ze worden verwerkt, worden de persoonsgegevens die relevant zijn voor het certificeren van de naleving van de toekenningsvoorwaarden meegedeeld aan de ambtenaren die door de Regering zijn aangewezen in overeenstemming met het besluit van 28 februari 2019 betreffende het toezicht op de wet- en regelgeving inzake economisch beleid, werkgelegenheidsbeleid en wetenschappelijk onderzoek en de invoering van administratieve boetes die van toepassing zijn in geval van overtreding van dergelijke wet- en regelgeving.

Art. 15. Onverminderd de bewijslast van het juiste gebruik van de premie en onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, en overeenkomstig artikel 5.1, e), van voornoemde Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016, worden de persoonsgegevens bedoeld in artikel 13, met het oog op het toezicht op de naleving van de wettelijke voorwaarden tot toekenning en storting van de premie, gedurende een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op dat van de definitieve afsluiting van de partnerschapsovereenkomst, door de verantwoordelijke van de verwerking bedoeld in artikel 12 bewaard.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd.

Art. 16. § 1. Door zijn aanvraag in te dienen, machtigt de onderneming de diensten van de Regering om na te gaan of aan de voorwaarden voor erkenning en subsidies is voldaan.

De controle bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd overeenkomstig het besluit en wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

§ 2. Behoudens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden leidt elke weigering om een controle uit te voeren of elke belemmering van een dergelijke controle door de onderneming van rechtswege tot het verlies van de premie in overeenstemming met artikel 61, 5°, c), van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursentiteit.

Indien na controle blijkt dat bedragen onverschuldigd zijn betaald of dat de voorwaarden van dit besluit niet zijn nageleefd, vordert de door de Regering aangewezen dienst deze bedragen terug, eventueel door middel van compensatie.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 18. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203654]

30 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les prix à percevoir à partir du 1^{er} septembre 2024 pour le transport de voyageurs sur le réseau de l'Opérateur de Transport de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, l'article 2, 1^o, a);

Vu l'arrêté royal n^o 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun, modifié par l'arrêté royal n^o 238 du 31 décembre 1983, l'article 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1992, fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun en Région wallonne, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2008 relatif aux amendes administratives en matière de service de transport public de personnes en Région wallonne, modifié le 27 novembre 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 mai 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mai 2024;

Considérant les propositions faites par le Conseil d'administration de l'Opérateur de Transport de Wallonie;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est approuvée la suivante modification tarifaire du titre de transport Brupass XL :

Brupass XL	Tarif
1 voyage	3,50 euro
10 voyage	24,50 euros
1 mois	91,00 euros
12 mois	910,00 euros

Art. 2. L'article 1^{er} est appliqué sous réserve de l'accord similaire des organes décisionnels de la SNCB, de la STIB et de De Lijn.

Art. 3. Le Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2024.

Namur, le 30 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY